

52 of 68 DOCUMENTS

Copyright 2004 Groupe Les Echos  
All rights reserved**Les Echos**

28 décembre 2004

**RUBRIQUE:** IDEES; Numéro 19316; Pg. 11**LONGUEUR:** 1163 mots**TITRE:** La **Chine** en roue libre**AUTEUR:** MICHEL BOUCHET et BERTRAND GROSLAMBERT.

MICHEL BOUCHET ET BERTRAND GROSLAMBERT sont chercheurs au Ceram.

**TEXTE-ARTICLE:**

Faut-il sauter dans un train déjà bondé, lancé à pleine vitesse sur un parcours sinueux, entre les mains de techniciens chenus, avec des pièces de moteur sans cohérence, des passagers divisés sur la marche à suivre, et avec un manuel d'opérations dont les informations sont probablement trafiquées ?

Le marché chinois semble incontournable. Exportateurs, investisseurs, créanciers... les Français ne veulent pas rester à l'écart de cette expansion apparemment sans limite et presque arrogante. Pour la troisième année consécutive, les dirigeants des plus grandes entreprises mondiales ont choisi la **Chine** comme destination favorite de leurs investissements pour la décennie à venir, devançant les Etats-Unis et l'Inde. « Business Week » vient aussi de déclarer la **Chine** « le marché à investir pour 2005 » ! Une croissance économique annuelle proche de 10 %, l'émergence d'une classe moyenne de centaines de millions de Chinois avides de consommer chez eux et chez nous, des coûts de production très compétitifs : nombreux sont les éléments qui expliquent l'engouement des entreprises étrangères. Microsoft délocalise la fabrication des Xbox de la Hongrie vers la province du Guangdong, Volkswagen annonce un investissement de 5,3 milliards d'euros d'ici à 2008, et Danone voit la **Chine** représenter désormais 9 % des ventes mondiales du groupe agroalimentaire. Certains n'hésitent pas à dresser un parallèle entre la **Chine** d'aujourd'hui et le Japon des années 1960. Voici l'eldorado des temps modernes.

Mais depuis plusieurs mois, les nuages s'amoncellent. La chaudière économique s'emballe, le yuan est maintenu sous-évalué, l'inflation repart à la hausse, le taux d'investissement est dopé par une explosion des crédits bancaires. Tout laisse à croire qu'une bulle spéculative s'est créée, gonflée par un accroissement rapide des capacités de production. Dans ces conditions, il est peu probable que ces investissements génèrent un jour les rentabilités espérées. Le système bancaire chinois, déjà fragile, aura du mal à supporter une augmentation inéluctable des créances douteuses. Les autorités ont pris enfin conscience du problème avec des mesures autoritaires pour refroidir la machine. L'excédent des comptes courants, le niveau record des réserves en devises, et les leçons retenues de la crise asiatique de 1997 permettent d'espérer que la

**Chine**, à court terme, sera capable de bien mener sa barque économique. Mais, partagées entre le souhait d'éviter un emballement et la crainte de provoquer un ralentissement trop brutal, il n'est pas certain qu'elles soient en mesure de contrôler la situation.

Au-delà du défi conjoncturel d'un atterrissage macroéconomique contrôlé, la vraie nature du risque-pays chinois est ailleurs. Il est d'ordre structurel et institutionnel, car il réside dans la gouvernance du pays. La longue marche du développement est jalonnée d'écueils structurels, de chocs extérieurs, de déséquilibres macroéconomiques, de tensions sociales. Elle nécessite des institutions solides et une organisation politique, sociale et économique apte à éviter ces pièges et/ou capable d'en amoindrir les effets. Or, la **Chine** aujourd'hui pointe au fond des classements internationaux en terme de corruption. Son cadre réglementaire est au mieux opaque, au pis instable. A l'aune de l'indicateur du développement humain des Nations unies, la **Chine** est derrière l'Azerbaïdjan et Grenade. Son système politique centralisé, sa taille géographique et démographique, des infrastructures inadaptées, l'antagonisme entre les villes et les campagnes et entre les provinces et Pékin, voilà les vrais obstacles à son développement. La mauvaise gestion de l'épidémie de SRAS illustre l'inadéquation entre l'organisation politique du pays et les problèmes de plus en plus complexes qu'il doit affronter. La libéralisation, l'intégration dans l'économie mondiale, le développement des échanges extérieurs, l'urbanisation, l'influence croissante des cultures étrangères, le vieillissement de la population, tout cela requiert des structures plus souples, plus réactives et plus transparentes.

Face au risque de surchauffe, la **Chine** a mis en place des contrôles administratifs visant à limiter les crédits et à restreindre les investissements dans certains secteurs. Cependant, ces mesures se heurtent à la résistance des pouvoirs locaux et des ministères concernés, pour qui ces décisions viennent injustement freiner la croissance et augmenter le chômage. Par ailleurs, le caractère autoritaire du pouvoir politique ne permet pas aux sans-emploi et aux plus démunis d'exprimer leur frustration, ce qui accroît les risques de tensions sociales et la probabilité qu'elles débouchent sur des émeutes, comme ce fût le cas lors de la répression du printemps 1989 sur la place Tiananmen. De même, l'opacité du cadre réglementaire et le manque de fiabilité des informations sont aux antipodes de cette « bonne gouvernance » qui aujourd'hui distingue les pays crédibles. Les autorités chinoises ont évité les écueils en ouvrant prudemment le système économique tout en verrouillant le système politique. Et beaucoup en Occident d'admirer la prouesse. Mais les autorités se heurtent à un double phénomène de résistances structurelles dans le champ économique et de « vapeur sous pression » dans le champ socio-politique. Ironiquement, c'est un pouvoir communiste qui démontre le bien-fondé des thèses de Marx, à savoir que la dynamique économique se heurte tôt ou tard à des structures sociales et politiques rigides. Ironiquement aussi, c'est l'Occident, à travers ses institutions internationales et ses banques d'investissement, qui fait miroiter les dividendes de la globalisation, encourage davantage la libéralisation économique, et crée les conditions d'une crise majeure. Deux scénarios sont alors possibles : une situation répressive de type Tiananmen dans les régions où les structures institutionnelles sont le moins développées, ou l'émergence d'un timonier éclairé de type Gorbatchev qui ouvrira la boîte de Pandore avec une déstabilisation incontrôlée, et un capitalisme de type maffieux.

Ces risques ne signifient pas qu'il faille boudier la **Chine**, mais ils montrent

que la prudence reste de mise. Les prévisions qui consistent à projeter sur vingt ans un taux de croissance annuel de 10 % relèvent de l'optimisme béat. Passé la phase de rattrapage quantitatif où il suffit d'investir pour générer de la croissance, viendra la phase qualitative où seuls une amélioration de la productivité et le renforcement institutionnel soutiennent cette croissance et la transforment en développement durable. Dans cette seconde étape, les facteurs clefs sont l'éducation, la valorisation de l'initiative et la créativité, qui permettent l'émergence de nouveaux modes d'organisation et de nouvelles structures. La liberté des débats et la présence de contre-pouvoirs sont alors des éléments essentiels qui donnent une flexibilité indispensable aux structures. La **Chine** en est encore loin.

**DATE-CHARGEMENT:** 29 décembre 2004